

<https://www.pressegauche.org/Non-a-la-guerre-Non-a-l-OTAN-38560>



Non à la guerre - Non à l'OTAN

- Politique canadienne - International -



Date de mise en ligne : mardi 2 avril 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le 4 avril prochain, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) célébrera son 70e anniversaire à Washington, son lieu de naissance. Du 30 mars au 4 avril, des manifestations ont lieu dans plusieurs villes pour dénoncer cette organisation (voir à la fin).

L'OTAN présente « son rôle unique et essentiel » comme étant de garantir la défense et la sécurité de ses pays membres. Elle se décrit comme « une communauté de valeurs unique en son genre, attachée aux principes de la liberté individuelle, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit » ([Concept stratégique de 2010](#)).

Mais qu'en est-il ?

- ▶ **LA PAIX ?** De 1949 à 1989, l'OTAN a été un instrument de la Guerre froide, nettement dominé par les États-Unis. Après la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'URSS, au lieu de disparaître, l'OTAN a été transformée en instrument militaire global de l'hégémonie étasunienne et a été, officiellement, à l'origine de deux guerres : la campagne de bombardements contre la Serbie en 1999 et la guerre en Afghanistan, débutée en 2001. Sans compter les autres guerres dans lesquelles plusieurs membres de l'OTAN ont été impliqués par la suite. Le terrain d'action de l'OTAN est officiellement passé de l'Atlantique nord au monde entier. Jusqu'à faire de la Colombie et, peut-être bientôt, du Brésil deux pays « partenaires » de l'OTAN...
- ▶ **LA SÉCURITÉ ?** Outre le réchauffement climatique, une autre menace pèse depuis des années sur la survie même de l'humanité : les armes nucléaires. L'OTAN a beau affirmer vouloir « créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires », cela sonne bien creux quand elle affirme par ailleurs que la « garantie suprême de la sécurité des Alliés est apportée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis ». De quel droit peut-on alors vouloir empêcher les autres pays de se doter eux aussi de cette « garantie suprême » ? Et comment une menace d'anéantissement de l'humanité assure-t-elle notre sécurité ? Source d'inquiétude supplémentaire, les États-Unis ont annoncé, le 1er février dernier, qu'[ils se retireront du traité nucléaire avec la Russie](#) sur les armes à portée intermédiaire...

Selon un rapport du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), pour 2017, les [dépenses militaires](#) des 29 pays membres de l'OTAN ont représenté 52 % des dépenses militaires mondiales (193 pays) qui se sont élevées à 1 739 milliards de dollars US. À elles seules, les dépenses militaires des États-Unis ont constitué 36% des dépenses mondiales, soit plus que le total combiné des sept autres pays faisant le plus de dépenses (incluant la Chine et la Russie). De 610 milliards en 2017, le budget militaire des É.-U. doit passer à [750 milliards en 2020](#), une augmentation de 23 % en trois ans !

Le SIPRI rapporte aussi que les [ventes d'armes](#) ont été en constante augmentation dans le monde depuis 2000 et que pour 2017, sept des dix plus importants pays exportateurs d'armes dans le monde étaient des membres de l'OTAN. Les exportations de ces sept pays ont représenté près de 59 % du total des exportations, les États-Unis étant, à eux seuls, responsables de 34 % du total. Pour la période 2013â€"2017, les exportations d'armes des États-Unis ont augmenté de 25 % par rapport à la période 2008â€"2012.

Toutes ces armes n'accroissent la sécurité de personne. Les sommes astronomiques engouffrées pour les produire ou les acheter, au lieu de servir à satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité, servent à semer la mort, la destruction, la misère et la souffrance dans les pays où se déroulent des guerres, ou à menacer d'autres pays du même sort. Et elles font faire des affaires d'or aux grands marchands d'armes, dont la valeur des actions ne cesse de croître en bourse.

- ▶ LA DÉMOCRATIE ? L'histoire, le fonctionnement et les actions de l'OTAN sont caractérisés par les jeux de coulisse, la contrainte, la menace et même la guerre. En tant qu'instance supranationale, dont une bonne part des activités est couverte par le secret militaire, l'OTAN échappe totalement au contrôle démocratique. Et il arrive souvent que les gouvernements de ses pays membres, dans le cadre de leurs engagements envers l'OTAN, adoptent des politiques qui sont contraires à la volonté exprimée par leurs populations. Ainsi, en 2009, les Parlements de l'Allemagne, du Canada, de l'Italie et de l'Angleterre - pour ne nommer que ceux-là - ont voté de poursuivre leur implication dans la guerre en Afghanistan malgré l'opposition de leurs populations à 68 %, 58 %, 56 % et 54 % respectivement. Plus récemment, Donald Trump [exhortait les pays membres de l'OTAN](#) à accroître considérablement leurs dépenses militaires, non seulement pour atteindre la cible de 2 % du PIB, mais pour la faire passer à 4 % !
- ▶ LE DROIT ? Le Concept stratégique (2010) de l'OTAN « engage l'Alliance à prévenir les crises, à gérer les conflits et à stabiliser les situations post conflit, notamment en travaillant plus étroitement avec nos partenaires internationaux, au premier rang desquels les Nations Unies et l'Union européenne ». Cela entre directement en contradiction avec l'ordre international puisque, bien loin d'être un simple partenaire de l'OTAN à cet égard, ce sont les Nations Unies qui sont investies du rôle de maintenir la paix et la sécurité internationales et de prendre les mesures correctives appropriées pour cela. Cette contradiction fondamentale, évidente depuis au moins 1999, a entraîné plusieurs pays de l'OTAN, au sein de diverses « coalitions de volontaires », dans de nombreuses guerres - souvent à l'encontre du droit international et toujours dévastatrices - en Yougoslavie (1999), en Afghanistan (à partir de 2001), en Libye (2011), en Irak (à partir de 2003) et en Syrie (2014-2019).

L'attachement de l'OTAN aux droits et libertés est, par ailleurs, à géométrie très variable puisqu'elle a déjà accueilli des dictatures en son sein : le Portugal de Salazar et la Grèce des colonels. De plus, elle entretient des rapports étroits avec un grand nombre de pays réputés pour leurs violations systématiques des droits de la personne.

À l'occasion de ce funeste 70e anniversaire, nous vous invitons à relire la brochure du Collectif Échec à la guerre [« L'OTAN : alliance défensive ou instrument de guerre »](#). Écrite en 2009 (l'OTAN avait alors 60 ans), l'essentiel de cette publication demeure d'une grande pertinence.

Nous vous rappelons aussi que le 19 mars 2011, dans le prolongement du Sommet populaire québécois contre la guerre et le militarisme, paraissait dans Le Devoir une déclaration endossée et financée par 119 organisations et 165 individu.e.s, intitulée [« Pour en finir avec la logique de guerre et de domination »](#). Cette déclaration se terminait en exigeant notamment « la fin du partenariat militaire avec les États-Unis, y compris le retrait du Canada de l'OTAN ».

Pour dénoncer l'OTAN et son 70e anniversaire, des actions de protestation sont organisées dans [plusieurs pays](#), incluant :

- ▶ Au Québec et au Canada, de nombreuses manifestations ont eu lieu samedi le 30 mars, notamment à Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary et Vancouver.
- ▶ À Washington même : cet [article](#) (en français) recense plusieurs événements se déroulant du 30 mars au 4 avril